



Arrêté N° 2023-14

Relatif aux prélèvements et à l'emport de tourbe sur les sites de la Soufrière, Grand Étang, Étang Madère, Étang Roche, le Lac Flammarion et les marais Choisy et Lambis, situés en cœur de parc national.

La Directrice de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe :

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.331 – 4-1 ;

Vu le décret n°2009-614 du 3 juin 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de la Guadeloupe aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 et notamment son article 3 ;

Vu le décret N° 2014-48 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de la Guadeloupe et notamment la modalité 2 de son annexe 2 relative aux modalités d'application de la réglementation pour les cœurs ;

Vu la demande d'autorisation pour, sous forme de courrier électronique, par , reçu le sur l'adresse mail autorisations@guadeloupe-parcnational.fr.

Considérant que ces prélèvements ne sont pas réalisables en dehors des cœurs de parc national ;

Considérant le faible impact de ces prélèvements sur la fonctionnalité de l'écosystème ;

Décide

Article 1 :

Hervé Cubizolle est autorisé à prélever de la tourbe et à l'emporter en dehors du cœur de parc national, dans le respect des prescriptions ci-après.

La personne chargée de ces prélèvements est : CUBIZOLLE Hervé, Professeur des

Universités à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne - 0688228898-herve.cubizolle@univ-st-etienne.fr

Il sera accompagné de :

- Louis REDAUD, fonctionnaire retraité de la DDT (en poste 20 ans au PN en Guadeloupe et à la DDA)
- Jean Nicolas HAAS, Professeur des Universités, Université d'Innsbruck, Autriche, Botaniste, paléoécologue, président de la Fédération Internationale des Palynologues
- Eric FRANCIUS, Botaniste, INRAE Guadeloupe.

Article 2 :

L'autorisation de prélèvements en cœur de Parc est accordée **à partir de la date de signature jusqu'au 13 mars 2023.**

Article 3 :

Le prélèvement est autorisé sur les sites suivants :

- Grand Étang,
- Étang Madère,
- Étang Roche,
- Lac Flammarion
- Marais Choisy et Lambis

Les prélèvements seront réalisés selon les prescriptions ci-dessous :

- Le massif de la Soufrière stricto sensu sera visité uniquement pour la photographie de zones humides et de sphaignes. Le caractère récent des modelés ne permet pas d'envisager des tourbières de plus de 200 ans.
- Pour les étangs :
 - Sur chaque tourbière, 3 points de carottage seront choisis après une estimation des épaisseurs au moyen de barre de sondage (diamètre 1 cm).
 - Trois échantillons de 2 à 3 cm³ chacun seront prélevés et seront ultérieurement transmis au Centre de Datation par le Radiocarbone de l'Université Claude Bernard (Lyon 1 Campus La Doua, Villeurbanne).
 - Une séquence tourbeuse complète (carotte de 50 cm d'épaisseur) sera extraite sur un seul site. Elle sera emballée dans du PVC et ramenée au laboratoire à Saint-Etienne pour des mesures de carbone et des analyses polliniques et de macro-restes végétaux.
- Sites du Grand Cul-de-Sac Marin
 - des carottages seront effectués pour photographier les Thiosols, Sulfatosols et Histosols de mangrove. Les photographies sont

destinées à alimenter un Atlas des Sols du monde utilisé en cours de Licence Géographie et Master Ecologie et Ethologie Appliquées. Aucune étude scientifique n'est prévue sur ces sols mangroves déjà expertisés par Didier Galop (Palynologue, CNRS).

Article 4 :

Le cas échéant, le responsable de l'étude devra présenter une déclaration relative au dispositif « APA » (Accès et partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées) effectuée auprès du Ministère de la transition écologique et solidaire préalablement à la campagne de collecte d'échantillons .

(<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/apa-declaration-pphysique>).

Article 5 :

Le responsable des suivis devra porter un brassard « partenaire Parc national de Guadeloupe » lors de ses activités en cœur de parc (à retirer à l'accueil aux heures d'ouverture - Montéran - 97120 Saint Claude), ou dans les locaux de Baie Mahault (Rue Jean Jaurès – 97122 Baie Mahault).

Article 6:

Le Parc national de la Guadeloupe sera tenu informé des périodes et précisions concernant l'organisation de la sortie de terrain.

Un e-mail sera transmis obligatoirement en amont aux adresses suivantes :

- Barthelemy.dessanges@guadeloupe-parcnational.fr ; chargé de mission « Milieux forestiers » ;
- Georges.petit-lebrun@guadeloupe-parcnational.fr ; responsable des gardes moniteurs au pôle terrestre.

Si cette condition n'est pas respectée, elle entraînera l'annulation de cet arrêté.

Article 7 :

L'opérateur prendra toutes les dispositions matérielles nécessaires pour éviter tout impact sur la faune et la flore environnantes conformément à la réglementation applicable en cœur de parc national.

Article 8 :

Les agents commissionnés et assermentés sont compétents pour contrôler la bonne exécution du présent arrêté et habilités à verbaliser en cas d'infraction. Le bénéficiaire devra présenter l'autorisation à toute réquisition de ces agents et soumettre le prélèvement éventuel à leur contrôle.

Par ailleurs, le non respect des règles et prescriptions administratives applicables à

la présente autorisation, peut entraîner une procédure administrative à l'encontre du bénéficiaire.

Article 9:

L'ensemble des données collectées seront mises à la disposition du Parc national de la Guadeloupe à la fin du projet.

Un rapide rapport faisant l'état des résultats de cette collecte sera transmis au parc dans un délai d'un mois maximum après fin de la mission.

Une liste de l'ensemble des espèces identifiées lors de cette étude, avec les coordonnées GPS, sera remise au Parc national de la Guadeloupe sous format tableur pour intégration dans sa base de données et SINP en lien avec le Service Informatique (SI), selon les modalités spécifiées dans l'annexe 1.

Article 10 :

Toutes les publications qui découleront de ces études devront mentionner :

- l'autorisation du Parc national de la Guadeloupe dans la rubrique « remerciements ».
- la localisation du lieu des relevés en cœur du parc national de la Guadeloupe.

Une version PDF de ces publications lui sera adressée.

Article 11 :

La présente décision individuelle assure à son seul détenteur et son équipe, le libre accès aux sites sous la responsabilité du Parc national de la Guadeloupe et des concessions partenaires pour l'entièreté de la durée de l'autorisation.

Article 12 :

Le chef du Pôle terrestre ainsi que le responsable du Département Patrimoines et Appui aux Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente autorisation qui sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe <http://www.guadeloupe-parcnational.fr/fr/raa>. et notifiée à l'intéressé.


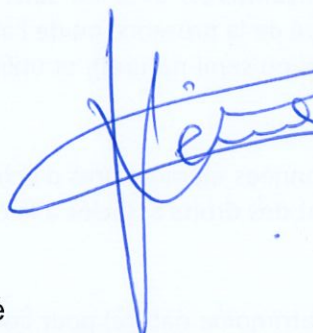
Article 13 :

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé avec avis de réception, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Basse-Terre territorialement compétent.

Fait à Saint-Claude, le 07-03-2023

La Directrice



Valérie Séné

Publié le :
- 8 MARS 2023

Annexe 01 - (2 pages) - Données SINP : Transmission et implémentation des données à l'échelle locale, nationale et internationale.

PARTIE LIVRABLES

Les résultats de toute nature issus du travail réalisé en cœur, notamment les analyses, rapports, traitements, inventaires réalisés, données naturalistes d'occurrences de taxon et informations retraitées, sont publics et versés au Parc National de la Guadeloupe. Ils bénéficient des droits liés à la donnée publique. Ces résultats sont livrés au cours de la mission ou du projet et en totalité à son issue.

PARTIE OBLIGATIONS

Concernant les données naturalistes (flore, faune, fonge, habitats, etc.) collectées par observation directe ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes (celles-ci recouvrent notamment : les données issues d'inventaires, avec ou sans protocole, les suivis temporels et toute autre étude donnant lieu au relevé de la présence ou de l'absence d'une espèce, d'une communauté d'espèces ou d'un habitat naturel ou semi-naturel), et utilisées dans le cadre de l'action autorisée :

- l'ensemble de ces données (données sources et données élémentaires d'échange) ainsi que leurs métadonnées associées sont publiques et bénéficient des droits associés à la donnée publique (art. L. 124-1 à L. 124-3 du code de l'environnement) ;

- conformément à l'instauration de l'inventaire du patrimoine naturel pour l'ensemble du territoire national terrestre, fluvial et marin (art. L.411-1 A du Code de l'environnement) et conformément au schéma métier du SINP approuvé par la décision du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités le 30 août 2022 (NOR : TREL2224513S), ces données intègrent le Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP) de la Guadeloupe, Karunati (<https://karunati.fr>).

Les données devront être mises au format (standard national OccTax) et versées selon les modalités prévues par la plateforme (masque de saisie fourni). Les données doivent être versées dans leur intégralité et à la précision maximale à laquelle elles ont été récoltées. Les opérateurs et personnes responsables du traitement des données s'engagent à ne mettre à disposition que des données sincères et véritables, c'est-à-dire qui respectent la forme sous laquelle elles ont été recueillies, sans imprécision ni modification (sauf traitement inhérent au processus de standardisation ou d'analyse des données).

Le porteur de projet et ces associés sont informés que les données versées sur le SINP sont publiques, communicables librement et gratuitement à toute personne en faisant la demande, à l'exception des données sensibles dont le processus de communication est géré par la plateforme.

Propriété intellectuelle des documents et données environnementales

Selon les articles L300-1, L321-1 du Code des relations entre particuliers et l'administration (CRPA), l'article L111.1 du Code de la propriété intellectuelle (CPI), et le Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD), le(s) document(s) produit(s) ou reçu(s) par l'administration sont considérés comme documents administratifs donc réputés publics à l'exception des informations personnelles ou relevant de la propriété intellectuelle, c'est-à-dire, une œuvre présentant une création de l'esprit, originale. En l'espèce, les données brutes de biodiversité ne sont pas régies par

le CPI contrairement aux photographies, et les données à caractère personnel peuvent être anonymisées sur demande des participants au projet de la présente.

Les données et documents produits sont considérés comme « données environnementales », au sens de l'article L. 124-2 du code de l'environnement.

L'État pourra également faire libre usage, sous réserve de mentionner le crédit du bénéficiaire, pour sa communication relative à l'opération ou à ses actions connexes, des images, photos et vidéos, acquises lors de l'opération par l'équipe engagée dans sa réalisation.

Note :

Les modalités de versement des données au SINP diffèrent en fonction de l'échelle géographique du programme dans lequel le travail s'inscrit.

> Si les données concernant une **échelle internationale**, le point d'entrée dans le SINP est la plateforme du GBIF France. Les données devront être versées selon les modalités prévues par la plateforme.

> Si les données concernant une **échelle nationale**, le point d'entrée dans le SINP est la plateforme de l'INPN. Les données devront être versées selon les modalités prévues par la plateforme.

